

troupes irakiennes, la brigade répondrait avec des armes nucléaires tactiques». Ce type d'unité utilise normalement des obusiers conçus pour tirer des obus remplis d'explosifs classiques ou nucléaires. Le premier ministre britannique a par la suite déclaré qu'à sa connaissance, personne n'avait autorité pour faire une telle affirmation. Comme, habituellement, les gouvernements préfèrent se montrer discrets sur ce genre de question, le débat public suscité par la question des armes nucléaires dramatise la possibilité d'une escalade.

Il est probable qu'une guerre aurait aussi de graves incidences économiques. Si les champs pétroliers en Irak, au Koweït et en Arabie saoudite sont très endommagés, les cours internationaux du pétrole grimperont en flèche. Beaucoup de pays industrialisés seront poussés dans un cycle de stagflation et les pays en développement souffriront plus encore.

Quant aux conséquences politiques d'une guerre régionale dans le Golfe, elles sont pratiquement incalculables. Le paysage politique du Moyen-Orient sera probablement méconnaissable. On ne peut dire à quoi ressemblera le régime qui, à Bagdad, succédera à celui de Saddam Hussein ni assurer que, du point de vue de la communauté internationale, il sera meilleur. Les gouvernements arabes du Golfe qui se seront battus contre un autre État arabe dans une guerre commencée par la coalition américano-internationale se retrouveront en fâcheuse posture, tout comme le régime chancelant du roi Hussein en Jordanie.

Les ondes de choc de ce séisme qui secouerait le Moyen-Orient pourraient être fortement ressenties jusque dans l'ordre international qui est en train de naître des cendres de la Guerre froide. Il est loin d'être certain que la coalition formée entre les États-Unis et l'URSS survivrait à une guerre entamée par les Américains sans l'approbation des Nations Unies. Au début du mois d'octobre, le général Mikhaïl A. Moïsseïev, chef d'état-major général de l'armée soviétique, a dit clairement que la force ne devait pas être employée dans le Golfe sans l'autorisation des Nations Unies.

Cependant, si l'ONU débat publiquement et qu'elle consent à l'usage de la force avant qu'une action militaire soit entreprise, au mieux, on perdra l'avantage de la surprise et, au pire, un cycle de logique d'anticipation se mettra en branle dans la région entière, car sachant que la guerre est proche, chaque partie sera tentée d'attaquer la première.

Si la guerre est un mauvais choix pour tous, un retrait est lui aussi très difficile. À moins de compensations politiques et économiques, il en coûterait très cher à Saddam Hussein de battre en retraite. En plus, la détermination de l'Irak explique en partie qu'on le croit tout à fait prêt à subir de grosses pertes en hommes pendant bien plus longtemps que la coalition dirigée par les États-Unis. Comme le président Hussein l'a déclaré à l'ambassadrice Glaspie pendant leur entretien de juillet, «Dans votre société, on ne peut accepter de perdre 10 000 hommes en une seule bataille».

Enfin, le président irakien est peut-être persuadé qu'il n'y a pas d'issue, que même le retrait de ses forces du Koweït ne satisferait pas les plus petites exigences des forces déployées contre lui et que celles-ci cherchent à le renverser. Dans ces conditions, il pourrait provoquer délibérément une réaction militaire d'Israël pour inciter les membres arabes de la coalition réunie par le président Bush à en partir, ce qui lui permettrait d'unir le monde arabe dans une guerre contre les États-Unis et Israël.

George Bush s'est engagé à ce que les États-Unis obtiennent le retrait des troupes irakiennes. Si, le temps passant, Saddam Hussein ne retire pas ses forces, un désengagement américain serait lourd de conséquences politiques aux États-Unis. Lourd aussi de conséquences au Moyen-Orient. Même sans grand conflit armé, l'Irak, par son action, a mis en relief les faiblesses stratégiques de tous les États du Golfe et de beaucoup de ceux du Croissant fertile. Si les frontières du Koweït ne reposent sur aucune légitimité, c'est aussi le cas des frontières de presque tous les pays de la région. Quand l'arsenal militaire assez perfectionné de l'Irak, qui comprend une capacité nu-

cléaire naissante, vient accroître la peur que suscitent les ambitions de Saddam Hussein, la menace ressentie s'étend au-delà du Golfe pour gagner la région entière.

Pour les États-Unis, à ces dilemmes s'ajoute le coût faramineux que représenterait un séjour prolongé de l'armada américaine déployée dans le Golfe, c'est-à-dire non seulement le coût politique et économique évident aux États-Unis même, surtout si le pays s'enfonçe dans la récession, mais aussi les répercussions du déploiement sur la politique moyen-orientale.

Le déploiement est important, visible et «envahissant» et, pour la première fois depuis la mort du président Nasser d'Égypte, un dirigeant s'est attiré les sympathies et le soutien général de l'opinion arabe au Moyen-Orient. S'il y est parvenu, c'est en grande partie grâce à l'attrait explosif d'un amalgame d'arabisme et d'attaques contre l'impérialisme occidental et contre les Arabes qui font le jeu de ce dernier. Plus les choses traînent en longueur, plus Saddam Hussein gagne en puissance dans les rues du monde arabe.

Choisir le moindre mal

D'après cette analyse, il n'existerait pas de solution heureuse à la crise. Il reste donc aux dirigeants politiques à s'efforcer de trouver l'issue la moins préjudiciable. Étant donné le prix énorme et, pour finir, imprévisible d'une guerre, il semble préférable d'imposer, par le biais de sanctions, un retrait négocié des forces irakiennes du Koweït. Si cette stratégie devait échouer, une guerre, à n'en pas douter extrêmement violente, destructrice et d'une ampleur inouïe, bouleversera la configuration militaire et politique du Moyen-Orient.

Quand bien même la guerre serait évitée par un retrait des forces irakiennes du Koweït, l'ordre stratégique d'après la crise se construira autour d'une présence militaire permanente des Américains dans le Golfe. Dans ces conditions, le président Hussein menacera non seulement la sécurité du Golfe, mais aussi la sécurité politique des gouvernements de tout le Moyen-Orient en exploitant l'intrusion de forces militaires étrangères et les faiblesses des gouvernements arabes. Or, la fragilité accrue des gouvernements moyen-orientaux se répercutera dans le monde entier.

L'invasion du Koweït par l'Irak a provoqué la première crise d'après la Guerre froide qui, au fond, vise la formation et la gestion du nouvel ordre international. Paradoxalement, Bagdad, Moscou et Washington sont d'accord sur ce point. L'Irak a agi comme il l'a fait pour empêcher la consolidation de ce que Saddam Hussein estime être une domination américaine imminente dans le Golfe. À Washington, à la première réunion du Conseil de sécurité nationale après l'invasion, la crise a été définie comme étant la première mise à l'épreuve de l'aptitude des États-Unis à maintenir la stabilité mondiale et régionale maintenant que la Guerre froide est bel et bien terminée.

L'analyse proposée par Evgueny M. Primakov, membre du Conseil présidentiel de Mikhaïl Gorbatchev et l'un des plus proches conseillers de ce dernier, est étonnamment similaire : «Si dangereuse la crise du Golfe soit-elle en elle-même et si important soit-il de la régler, je pense que nous devrions partir du fait qu'elle nous offre une sorte de laboratoire où nous éprouvons nos efforts pour créer un nouvel ordre mondial au lendemain de la Guerre froide».

Si la crise du Golfe est si grave, c'est parce qu'elle met à nu la fragilité politique, économique et stratégique du Moyen-Orient entier. En fait, le règlement de cette crise nous en dira beaucoup sur la souplesse du nouvel ordre qui se dessine. On sait déjà que la priorité doit aller à la prévention des crises. Dans le nouvel ordre, comme dans l'ancien, il est difficile de réussir à traverser une crise avec le moins de dégâts possible et la route est semée d'écueils. L'idéal serait de commencer par prévenir la crise, car une fois qu'elle est là, on a rarement de bonnes options, seulement le choix entre de moindres maux. □

*Si la guerre est
un mauvais
choix pour tous, un
retrait est lui
aussi très difficile.*

